

NOS POTINS - VILLE

Un abbé-préfet en disgrâce

Les élèves de l'ITFM sont descendus très récemment dans la rue jusqu'à l'archevêché de Bukavu pour demander la démission de leur abbé-préfet. Au lieu de veiller à la bonne marche de cette école technique, ce psalmiste passerait le clair de son temps dans les temples de Bacchus et d'Eros. Où il investirait les espèces sonnantes et trébuchantes provenant de la vente des oeuvres des apprentis menuisiers au lieu de renouveler les stocks des planches et autres équipements légués par les Frères maristes à l'institut. Ce n'est pas nous qui confessons le père mais bien ses enfants ou ouailles d'élèves manifestants !

Une année scolaire tumultueuse

Pour faire déguerpir les locataires illégaux et occuper leurs maisons, les professeurs de l'Institut d'Ibanda à Bukavu ont débrayé dernièrement et ont quelque peu prolongé le congé de détente de leurs élèves après les examens du premier semestre de cette année scolaire 1992-1993. Une année scolaire déjà tumultueuse dans la mesure où les enseignants utilisent les élèves pour régler les comptes à leurs chefs d'établissements ou aux tiers. Analyse d'un haut responsable de l'Education nationale à Bukavu. Qui nous a aussi parlé des cas des instituts secondaires Bahati, Elimu et ... Kitumaini

Gare aux escrocs

Bukavu est bourré d'une bande d'escrocs subtils et avisés qui sillonnent ses principales artères en quête des victimes. Parmi les dernières personnes tombées dans les panneaux de ces inciviques : un tailleur oeuvrant non loin de notre bureau et un agent de l'INSS auxquels un escroc a proposé un demi-sac de riz de Kindu contre paiement des frais de transport pour Murhesa où il devait aller le retirer chez un curé-pilote. Tout cela, racontait-il à ses victimes, pour honorer une lettre d'un frère de Kindu ou de Katshungu. Heureusement que l'escroc est neutralisé par la gendarmerie locale. Mais pour combien de temps ?

La colère des "écolos"

Les "écolos" de Bukavu ont le vent en poupe. Ils ne veulent pas que la coquette ville touristique du Sud-Kivu ne dépérisse sous les coups de boutoirs des constructeurs anarchiques. Tenez, dernièrement, un cadre bien connu dans le milieu urbanistique a eu le culot d'ériger une vulgaire construction sur la route d'Uvira non loin de la Prison centrale au mépris de toutes règles urbanistiques. C'était sans compter sur le courroux d'une jeune et active association des écologistes qui l'ont sommé de détruire l'enclos y érigé ! Maintenant, le quidam ne cesse de talonner les "écolos" pour étouffer le scandale. Alors que l'on sait pertinemment bien que le sieur, un grand récidiviste, est prêt à recommencer la construction sinon à vendre le lopin de terre !

De la sorcellerie au scandale

Des jeunes délinquantes des avenues Fariata 1er et Nyamuhinga en zone urbaine de Bagira ont, l'autre jour, offert au public un spectacle des plus désolants allant jusqu'à porter atteinte à la pudeur. Tenez. Dans l'odieux cadre de l'opération "chasse aux balozi", ces jeunes acquis à la violence et sous l'instigation de leurs parents et voisins se sont armés de couteaux et bâtons secs pour rouer des coups impétueux, insulter et déshabiller devant curés et fidèles catholiques du coin, une vieille femme, Mme Kasiba et sa fille, toutes deux mariées ! Paraît que ces présumées sorcières ont été sommées de se baigner dans une eau bénite traditionnelle avant d'ingurgiter force gouttes de produits à dose unique qui ont goût de ciguë, sans que n'interviennent efficacement ni le curé de la paroisse ni le comzone !

Des médicaments périmés pour vous !

La région du Sud-Kivu n'est pas exposée aux seuls problèmes de salubrité publique, de lutte contre les maladies diarrhéiques et autres sexuellement transmissibles. Dernièrement c'est dans la zone rurale d'Uvira, à la frontière zaïro-burundaise de Kavimvira, qu'un charlatan de pharmacien a été attrapé avec un important lot de médicaments périmés en provenance de la République soeur du Burundi et destinés aux malades de la ville de Bukavu et ses environs. Selon sieur Shimba, qui a été pris la main dans le sac par les services de l'Ozac, cette pratique est courante et date de plus d'une décennie. Elle consiste à remuer les déchets de tous les dépotoirs publics des pharmacies et hôpitaux de la Tanzanie et du Burundi pour en tirer les produits les moins périmés (sic), en changer la date de péremption et les écouler à bas prix aux marchés zaïrois d'Uvira, de Kadutu et des régions voisines ! Et dire qu'aujourd'hui les antibiotiques et les anti-diarrhéiques ne guérissent plus au Sud-Kivu.

Taximen, à vos poches

Nombreux sont les honorables clients, et principalement des touristes, qui se plaignent du manque de confort à bord des taxis en circulation dans la ville de Bukavu. Ces tacots d'avant le déluge roulent par miracle et faute de mieux l'on doit se contenter de cela. Les clients de Nguba et de Nyawera en ont identifié deux ou trois à bord desquels il est hasardeux de s'embarquer. Tellement leurs sièges n'offrent que des ressorts comme des sardines à quatre à l'arrière et à deux à côté du chauffard, pour des raisons de rentabilité ! Il est prudent à la sortie, de veiller aux pagnes et aux pantalons. Qui risquent d'être déchirés ou troués. Aux frais de qui SVP ? Sinon du conducteur dont l'attention doit être attirée par le confort de son taxi au lieu de se préoccuper de ses recettes. A l'ACZa d'y veiller aussi.

Shweka se sent morveux...

J'apporte un démenti catégorique et formel à l'article "l'opération Diable fait des anges en politique" paru dans l'édition n° 440 de l'hebdo Jua du 30 janvier 1993 sous la plume du journaliste Imata Déwen.

Je qualifie cet article d'injurieux et de diffamatoire à mon endroit, Jua n'ayant interviewé ni le commissaire de zone ni le chef de collectivité de Ngweshe sur ce qui se passe réellement à Walungu au sujet du dossier "chasse aux sorcières". Je demande au responsable de Jua de dépêcher à l'avenir ses journalistes sur le terrain afin de vérifier la véracité des faits au lieu de se fier aux rumeurs des hommes de la rue.

Le commissaire de zone de Walungu Shweka Mutabazi II Chef de division

Ndlr : Merci, M. le chef "de division" pour votre démenti qui malheureusement ne dément rien, pendant que Jua poursuit ses enquêtes sur ce scabreux dossier qui éclabousse beaucoup de diables à Walungu. Jua qui n'a aucune leçon de journalisme à recevoir d'un commissaire de zone nettement impliqué de loin ou de près dans l'affaire (cfr lettre des enseignants de Ngweshe jetés à la prison centrale, vous accusant de passivité et de partialité dans ce lourd dossier), descendra sur le terrain très prochainement. Mais il ne s'abreuvera pas des mensonges de tout le monde. Est-ce par peur de châtiement ou d'éventuelles mesures de suspension (dont votre collègue de Kabare a déjà été frappé) que vous vous agitez avec un si désagréable chatouillement ? Dommage ! Rien jusque-là n'a prouvé votre innocence dans cette opération où 17 personnes ont été tuées, plus de 100 maisons incendiées sous votre "règne" dans un temps record. Non assistance au personnes en danger, n'est-ce pas ?

Bugugu et Kamola blanchis

J'ai été en détention à la prison centrale de Bukavu du 30 septembre au 16 octobre 1992 à la suite d'une dénonciation calomnieuse et faux témoignages orchestrés par des adversaires obscurs. Mais, il s'est fait que mon arrestation a amené l'avocat général Kapupa de la cour d'appel de Bukavu à faire des déclarations à la radio à l'intention du public sous prétexte de dénoncer le mal en attendant le dénouement du procès. Par voie de conséquence, l'OZRT et les autres médias en ont profité pour commenter chacun de sa façon et dans son style en me qualifiant qui de bradeur de la monnaie, qui de fossoyeur de l'économie nationale, qui d'affameur du peuple zaïrois... Cela entraîna le pillage et toutes sortes de casse à mon domicile.

Ces actes ont gravement terni ma réputation dans cette ville qui m'a vu naître avec des répercussions sur mes activités commerciales et même sur ma vie privée. Or, après enquête, il s'est avéré que les faits portés à ma charge n'étaient pas établis. Ainsi, le procureur général, par sa lettre du 7 décembre 1992, m'a acquitté purement et simplement. Il s'agit de la lettre n° 2133/RMP.2740/PG/KBT où le procureur général écrit ce qui suit : "J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le dossier RMP/2740/PG/KBT ouvert à mon office à votre charge a été classé sans suite pour faits non établis".

J'ose espérer que dans la pratique

de la démocratie, l'avocat général Kapupa envisagera d'autres actions susceptibles de me dédommager matériellement et de réhabiliter ma dignité et mon honneur et me tenir informé du suivi.

Alphonse Bugugu Migabo B.P. 169 Bukavu

Ndlr : Le procureur général près la cour d'appel de Bukavu vient aussi, par sa lettre n° 241/RMP.2740/PG/KBT du 18 février 1993, de porter à la connaissance de Me Ntabarusha Nacimpunda que le dossier RMP.2740/PG/KBT ouvert à charge de son client Kamola Muderhwa a été classé sans suite au motif du non-lieu auquel l'enquête a abouti. L'opinion se souviendra que M. Kamola avait été arrêté et détenu à la prison centrale de Bukavu pour les mêmes préventions et dans les mêmes circonstances que M. Bugugu. Ce dernier s'est plaint du comportement des siens et d'une certaine presse qui voulaient monnayer la diffusion de sa lettre de blanchissement. Ce non-lieu de justice rétablit Bugugu et Kamola dans leurs droits et invite des personnes malintentionnées à ne pas se livrer à des accusations fantaisistes contre des honnêtes gens.

Demain la Sinelac, mais pourquoi ?

Je lis régulièrement Jua depuis bien des années, et je m'intéresse particulièrement aux articles qui donnent la lumière sur les activités des régions de la CEPGL notamment le Kivu, le Rwanda et le Burundi ainsi que des organismes spécialisés de la communauté économique réunissant nos trois pays respectifs.

Un débat houleux a été suscité plus d'une fois dans mon quartier par certaines publications. Au point où l'on continue à s'interroger aujourd'hui, après la clôture des travaux de la CNS, si la CEPGL a profité ou profitera un bon jour au peuple zaïrois en général et aux Sud-kivutiens en particulier. Certaines vérités ont été révélées à travers vos colonnes, particulièrement sur la Sinelac et son Directeur général, M. Nyoni.

Le moins que l'on puisse dire est que tout le monde à Mumosho et à Cidasa, voire à Bukavu, attend les réponses claires et convaincantes et d'éventuelles décisions de qui de droit au sujet d'importantes questions soulevées par votre correspondant Rutahisire Désiré de Gisenyi au sujet de dédommagement des Zaïrois habitant à Mumosho et de l'asphaltage du tronçon entre les villas de la Sinelac et l'avenue Président Mobutu à Bukavu.

Dans l'attente des réactions positives de la part des "chefs" concernés, j'encourage Jua à continuer de briller pour tous les pays de la CEPGL.

Enoch Amuli Masumbuko Etudiant Av. Cidasa-Bukavu n 44

A quand notre dédommagement par Sinelac ?

Nous, la population du groupement de Mumosho, collectivité-chefferie de Kabare, rappelons au ministre zaïrois des mines et énergie nos revendications de tous les temps : la Sinelac doit nous dédommager et chercher à récupérer les enfants "mélés" laissés à nos jeunes filles par les Blancs, autrefois engagés, logés et payés par cette société.

En effet, malgré les multiples revendications de nos droits, entre autres l'expropriation de nos champs, la destruction de nos cultures, la démolition de nos maisons... aucune

suite n'a été réservée à ce sujet par la Sinelac.

A ce même sujet, nous nous sommes rendus plus d'une fois à la direction générale de la Sinelac à Bukavu mais les responsables nous font toujours des promesses. Compte tenu de ces promesses, la population lésée dans ses droits et réduite à la misère risque de se venger sur cette infrastructure de haute utilité publique.

Nos revendications sont donc claires. La Sinelac n'a pas respecté les modalités de paiement officiel dans lesquelles un bananier serait dédommagé par 500 Z à l'époque, de même que les arbres fruitiers tels l'avocatier. Chose étonnante, chez nos voisins du Rwanda, un bananier a été dédommagé à 300 frs et un avocatier à 8000 frs rwandais. Où va le Zaïre... que fait la Sinelac chez nous ?

Pour la population de Mumosho, 11 signataires dont Baguma Kinga, Mparanyi Rugwete

Ndlr : La réaction du Directeur général de la Sinelac à ces deux correspondances est publiée en page 15.

Cracher sur le billet de 5 millions puis mourir

Permettez-moi d'accoucher mon opinion concernant la situation socio-économique que traverse notre pays et qui risque de contaminer le Sud-Kivu.

A mon humble avis, nos politiciens de l'opposition ont été naïfs dès le départ. Ils ont cru qu'à partir des négociations ils allaient étouffer les ambitions du dictateur alors que ce dernier, en prévision de la pression de demain, a su préparer toute son armée pour la répression. C'est avec regret que je rappelle l'exposé à la Conférence nationale souveraine d'un brillant Bumba Nathanaël, "fort avec ses tigres de commandos".

L'occasion n'est-elle pas là aujourd'hui pour prouver sa bonne foi de mettre fin à une dictature car l'on ne peut répondre aux armes que par les armes ? Il faut reconnaître que les Occidentaux nous ont déçus. Et je donne raison à celui qui disait que face à l'argent la peau blanche ne peut reculer. Personne n'ignore l'action et les efforts fournis par M. Mobutu Sese Seko il y a quelques années pour faire échouer M. François Mitterrand aux élections présidentielles en France face à Valéry Giscard d'Estaing. Et dire que c'est le même Mitterrand qui soutient maintenant le dictateur, il me semble !

Pour le Sud-Kivu, je dois avouer ma crainte. La résistance face au billet maudit de 5.000.000 Z a mis Kinshasa à feu et à sang. Je suis convaincu que personne ne touchera à cette coupure jusqu'à ce que M. Etienne Tshisekedi revienne à sa décision de démonétisation. Comme nos "PDG" commencent un à un à céder, le dictateur n'hésitera pas à faire ce qu'il vient de réussir à Kin, en dépit de la clairvoyance des filles et fils du Sud-Kivu.

En tout cas je trouve que notre Premier ministre est dans l'impossibilité de travailler librement. Il se trouve dans la situation semblable à celle que vécut M. Emery Patrice Lumumba. Si M. Etienne Tshisekedi wa Mulumba démissionnait aujourd'hui, ça m'arrangerait car les Occidentaux sur qui nous comptons nous trompent et nous sommes dépourvus d'armes pour riposter à l'armée.

En attendant, continuons à prier le Très-Haut qui sait quand finira la dictature.

Bulambo Ikubwe M. Nyamugo I, F.A. n 35